

UNIVERSITÉ

Non au plan Fouchet !



Un refus sans équivoque

(Photo AGIP)

Jeudi 3 décembre, à l'appel de l'U.N.E.F., plus de quatre mille étudiants se réunissaient à la Mutualité en un meeting de protestation contre la politique du pouvoir en matière d'enseignement. Les syndicats enseignants et ouvriers devaient participer à ce meeting qui s'ouvrait ainsi, sous le signe de l'unité des forces syndicales. « Pas de formation au rabais », « Non au plan Fouchet ». Tels étaient les slogans de cette réunion où l'on applaudit chaudement l'allocation d'études pour tous, et où la politique gouvernementale se fit conspuer. A la sortie, les milliers de policiers, gendarmes mobiles et C.R.S. qui bloquaient le Quartier latin ne pouvaient que renforcer les étudiants dans la conviction, qu'ils avaient exprimée dans la salle, de la nécessité d'une lutte unitaire et, en particulier politique contre le caractère autoritaire du régime. Au même instant, dans la plupart des villes universitaires, des manifestations similaires se déroulaient, avec, çà et là, de violents matraquages.

Un projet politique cohérent

Depuis plusieurs mois, la presse se fait

largement l'écho des réformes gouvernementales appelées « plan Fouchet ». Le Conseil national du P.S.U. a clairement condamné ce plan, considéré comme technocratique dans sa volonté d'établir l'adéquation la plus totale de l'enseignement à un capitalisme plus rationnel, mais aussi plus opprimant, à tous les niveaux.

Cette politique n'est pas isolée. Elle constitue un élément de la politique gaulliste. En effet, la crise de l'Université est, avec la guerre d'Algérie en son temps, et la « politique des revenus », un des problèmes majeurs auxquels est confronté le pouvoir. Nous retrouvons là trois problèmes pour le néo-capitalisme : la nécessité d'un système d'exploitation souple du tiers monde, celle d'une formation professionnelle et d'un progrès scientifique compatible avec les rapports de production actuels, et celle de l'intégration du mouvement ouvrier dans un système contractuel défavorable, voire dangereux. Si le pouvoir a réussi, selon des modalités qui étaient les siennes, à résoudre « le problème colonial », il est clair, dans la mesure où la situation est ressentie plus immédiatement par les

forces populaires et socialistes qu'il aura plus de difficultés à mettre en place ses réformes sociales.

C'est pour cette raison qu'il a choisi dans l'ordre des priorités de résoudre à sa manière la crise de l'Université. C'est-à-dire, là où l'intervention des forces populaires se fait le moins sentir, là où le syndicalisme professionnel est le plus faible, parce que le plus ambigu, mais aussi là où un syndicalisme étudiant se constitue peu à peu. C'est donc dans la mesure où l'U.N.E.F. était la principale force à s'opposer aux initiatives du pouvoir à l'Université qu'il convenait d'isoler et de briser le syndicat étudiant en employant tous les moyens depuis le matraquage jusqu'à la suppression de la subvention annuelle en passant par la création de toutes pièces d'un mouvement fantôme : la F.N.E.F.

Pourquoi l'Université technocratique ?

Mais en dehors de ce choix ayant trait aux rapports de forces (et il n'est pas inutile de rappeler que le gouvernement intervient là où l'« opposition » parlait « de priorité des priorités ») le pouvoir a voulu résoudre au niveau de l'Université ce qui légitime sa raison d'être sous sa forme autoritaire actuelle, c'est-à-dire le problème de l'adéquation de la société et de l'Etat aux formes néo-capitalistes de l'économie.

En effet, si l'Université libérale qui se prolonge dans les structures, le contenu et les méthodes de l'enseignement actuel, correspond au malthusianisme d'un système, elle n'en est pas moins inadéquate aux nouvelles formes de ségrégation sociale que nécessitent les nouveaux besoins de l'économie. Un grand nombre de cadres moyens est nécessaire, ainsi qu'une utilisation plus rationnelle du développement de la science au service de l'économie. Il est donc indispensable pour le pouvoir d'élargir la base sociale de l'Université selon des normes déterminées par son rôle idéologique traditionnel qui consiste à servir au mieux les intérêts de la bourgeoisie. Plus concrètement, cela consiste à former des cadres supérieurs qui, s'ils disposent d'une culture générale leur permettant l'utilisation des techniques,

reçoivent l'idéologie qui leur fasse jouer un rôle actif dans le système.

Le plan Fouchet a donc déterminé les lignes d'une Université en trois blocs : instituts de formation pour cadres moyens, recrutés chez les « mauvais bacheliers » et formés au rabais en deux ans, facultés traditionnelles et grandes écoles formant les cadres supérieurs, élite docile du système. La culture générale nécessaire pour accéder à l'enseignement supérieur proprement dit étant le fait principalement de « l'environnement culturel » dont disposent les enfants des familles aisées, on conçoit facilement le rôle de ségrégation sociale de cette Université. De plus, les bonnes vieilles méthodes d'enseignement seront renforcées par l'utilisation de moyens audio-visuels, et il ne saurait être question de remettre en cause la pédagogie traditionnelle fondée sur un rapport maître-élève de caractère autoritaire renforcé par un système de notes, examens et concours qui organise la sélection par l'échec. Enfin, l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'étudiant, et la transformation de son statut d'assisté par l'attribution d'une allocation d'études pour tous n'est pas envisagée. Il en est de même pour les traitements et horaires du corps enseignant dont l'insuffisance des uns et la surcharge des autres ne peuvent que se faire sentir sur la qualité de leur enseignement. Il est clair que la formation en deux ans des enseignants prévue par le plan Fouchet ne fait qu'aggraver la difficulté du problème.

Des revendications conservatrices

De même que la politique gouvernementale se développe selon de grands axes dont le contenu se précise peu à peu, le plan Fouchet correspond plus aux lignes de force d'une restructuration de l'Université qu'à un ensemble immédiatement cohérent de réformes. Son application tend à s'échelonner sur plusieurs années, et il est probable que certaines réformes partielles seront aménagées sous la pression ou non des forces démocratiques. En effet, ce n'est pas la défense de l'Université libérale et de ses « franchises », des luttes, pour plus de locaux et des revendications parcellaires qui permettront de mettre en échec la

réforme que le pouvoir met sur pied. Il est temps de passer à un autre stade que celui des revendications quantitatives et « chauvines ». Le « chacun pour soi », en matière syndicale, conduit à l'intégration et à l'échec.

A la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F., les préoccupations des leaders élus par la majorité reposaient en partie sur la nécessaire unité des forces démocratiques face à la politique du pouvoir à l'Université. Mais cette préoccupation était annihilée par les moyens que l'on comptait utiliser pour en arriver à un véritable inter-syndicalisme. L'unité sur un retour à une stratégie défensive qui consiste à lutter pour le budget de l'enseignement supérieur et pour l'allocation d'études, parce que c'est la stratégie des forces démocratiques, ne résout en rien les problèmes qui sont posés par la réforme des structures économiques, sociales et politiques du pays. Face au plan Fouchet, il convient de lutter en opposant un contre-plan de l'Université et de l'enseignement. Et c'est tout le mérite de l'U.N.E.F. d'avoir posé ce problème au congrès de Toulouse. Car c'est, dans la conjoncture actuelle, une stratégie qui permet de résoudre à la fois le problème de l'unité et celui, à plus long terme, des perspectives politiques de ce pays.

Le Bureau actuel de l'U.N.E.F. semble avoir exprimé la nécessité d'une action syndicale qui pose les vrais problèmes. La campagne revendicative du premier

trimestre, lancée par le Manifeste de l'U.N.E.F. et s'achevant sur des meetings et manifestations unitaires sur les thèmes du refus et des réformes de structures à opposer au plan Fouchet pour promouvoir un enseignement démocratique, constitue un indice encourageant.

A la veille de l'assemblée générale de l'U.N.E.F., deux problèmes doivent être résolus :

1° — Il est nécessaire avant d'engager sa deuxième phase revendicative que l'U.N.E.F. fasse un état de ses forces dans ses différentes A.G. et Corpo. Il est vrai qu'une bataille politique sur la réforme de l'Université, vu le caractère autoritaire du pouvoir, reste difficile et ces difficultés nécessitent, afin que l'U.N.E.F. ne soit pas isolée, que les forces démocratiques, politiques et syndicales, l'appuient et combattent avec elle sur des mots d'ordre et des revendications communes.

2° — Cependant, il est primordial que l'U.N.E.F. ne sacrifie pas ses revendications au profit d'une « certaine » unité. Pour ce faire, il est important qu'elle tire les conclusions de son action revendicative de ce trimestre, qu'elle définisse pourquoi le mot d'ordre qui s'en dégage est devenu la lutte contre le plan Fouchet. A partir de cette constatation, il importe qu'elle prévoie pour les prochains trimestres un plan revendicatif cohérent et détaillé dont la cheville sera : « Non au plan Fouchet ! Pour une Université démocratique ».